



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Armée de l'Air et de l'Espace
Service industriel de l'aéronautique
AIA Ambérieu-en-Bugey
Sous-direction administration**

Niveau de classification

MD	MA	MS	NP	CCAC
			X	FCS

Date de notification :

N° identification CHORUS : D2035Z3083

N° SIRET de l'Etat : 11000201100044

N° EJ CHORUS :

Code CPV : 42710000-6

Marché n° 2025 –

Marché alloti ponctuel à quantité fixe

Passé en application de l'article R2323-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité.

Date de début de la procédure : 20/02/2025

Objet du marché : CCP 02-2025 du 18/03/2025 Acquisition de moyens de production « Soudeuses HF » au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey (AIA.AB).

Montant estimé : 130 000,00 € HT

Lot n°1 : « Soudeuse HF 8 KW pour atelier ARD »	Montant estimatif 95 000 € HT
Lot n°2 : « Soudeuse HF 2.5 KW pour atelier ARE »	Montant estimatif 35 000 € HT

IMPUTATION BUDGETAIRE

Compte de commerce
902 03

Nomenclature SIAé	Numéro d'opération si travaux
2706/2708	

Entre l'autorité signataire du marché, agissant au nom et pour le compte de l'Etat, d'une part,
et la société

SIRET :

Forme :

Capital : euros

Siège social :

Etablissement chargé de l'exécution :

Numéro SIRET :

Représentée par : M. agissant en qualité de
.....

DOMICILIATION BANCAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

Dénommée ci-après "le titulaire", dans les clauses qui vont suivre, d'autre part.

Le titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l'importance des prestations à réaliser, s'engage envers l'acheteur qui accepte, à les exécuter conformément aux dispositions du présent marché.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

REFERENCE A RAPPELER DANS LA CORRESPONDANCE
MARCHE N° **2025** -

SIAé

Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en buges

Adresse postale :

Avenue du colonel Chambonnet
01508 Ambérieu en buges

Responsable de Suivi de Contrat : ADC LABARDE

Téléphone 04 74 34 38 60 poste
: 864 278 4166

Correspondant Achat : Mme LE BORGNE

Téléphone : 04 27 50 47 15

Cellule Suivi Exécution Marché : Mme FERRERO

Téléphone : 04 27 50 47 16

Mme ENSELME

Téléphone : 04 27 50 47 19

Sergent LEGROS

Téléphone : 04 27 50 47 16

aia-amberieu-csem.contact.fct@intradef.gouv.fr

Adresse e-mail Facturation :

aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

TITULAIRE :

☐ Mandataire (à cocher en cas de cotraitance)

Adresse de l'établissement destinataire du marché :

Téléphone :

Télécopie :

E-mail :

Responsable du marché :

M.....

Téléphone :

Télécopie :

E-mail :

Contact à qui adresser les copies des procès-verbaux de réception :

E-mail (à privilégier) :

Adresse postale et contact si pas d'adresse e-mail :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT N° 02/2025 DU 18/03/2025.

MARCHE n° M.....

OBJET DU MARCHE :

CCTP 02-2025 du 18/03/2025 Acquisition de moyens de production « Soudeuses HF » au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey (AIA AB).

ACHETEUR :

Ministère des Armées

DELEGATAIRE DE L'ACHETEUR :

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey désigné par arrêté du 7 novembre 2017 (JO du 15 novembre 2017) modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataire des marchés publics et accords-cadres.

MODE DE PASSATION :

Marché soumis à l'article R2323-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité régissant les marchés passés selon une procédure adaptée.

FORME DE MARCHE :

Il s'agit d'un marché ponctuel à quantité fixe en application de l'article R2323-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité.

ALLOTISSEMENT :

Marché également soumis à l'article R2313-1 du code de la commande publique relatif aux marchés de défense ou de sécurité régissant l'allotissement.

Les prestations seront alloties de la manière suivante :

- Lot n°1 : Soudeuse HF 8 KW pour atelier ARD
- Lot n°2 : Soudeuse HF 2.5 KW pour atelier ARE

Ce CCAP valant AE comporte 17 pages et :

- ☐ aucune annexe.
- ☐ demande de précisions :
- ☐ mise au point :
- ☐ autres, préciser :

1- DOCUMENTS CONTRACTUELS :

Le présent marché est régi par les documents contractuels ci-après par ordre de priorité décroissante :

1/ Le présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP valant AE) et ses annexes éventuelles.

2/ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°02/2025/AIA AB du 18/03/2025.

3/ Le cahier des clauses administratives communes « de fournitures courantes et de services » applicables aux marchés publics de défense et de sécurité, passés au nom de l'Etat, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 publiée au journal officiel de la république française le 01 avril 2021, dit CCAG/FCS (*Document non joint, mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance*).

4/ L'offre technique du candidat.

2-PERSONNE HABILITEE :

Le directeur de l'atelier industriel de l'aéronautique d'Ambérieu est le représentant de l'acheteur du présent contrat, il est habilité à signer tous les documents et décisions ayant trait au présent contrat.

3-NANTISSEMENT :

A sa demande, il est délivré au titulaire un certificat de cessibilité du présent marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

4-PRIX, QUANTITE ET DELAIS DU MARCHE :

Cocher le ou les lots pour lequel (lesquels) le candidat dépose une offre.

☐ **LOT N°1 Soudeuse HF 8 KW pour atelier ARD**

Besoin	Prix unitaire HT	Montant TVA 20%	Prix unitaire TTC	Délai de livraison en jours calendaires
1 Soudeuse HF 8 KW				

**Le montant de la taxe est donné à titre indicatif, le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.*

Extension de garantie ☐ oui ☐ non - Si oui : Durée totale de la garantie : Mois
(minimum d'un an de garantie demandé dans l'article 4.1 du CCTP),

Gratuite ☐ oui ☐ non – Si non, Montant total garantie payante : €

☐ **LOT N°2 Soudeuse HF 2.5 KW pour atelier ARE**

Besoin	Prix unitaire HT	Montant TVA 20%	Prix unitaire TTC	Délai de livraison en jours calendaires
1 Soudeuse HF 2.5 KW				

**Le montant de la taxe est donné à titre indicatif, le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.*

Extension de garantie ☐ oui ☐ non - Si oui : Durée totale de la garantie : Mois
(minimum d'un an de garantie demandé dans l'article 4.1 du CCTP),

Gratuite ☐ oui ☐ non – Si non, Montant total garantie payante : €

4.1 Présentation des prix :

Les prix initiaux des prestations indiqués ci-dessus s'entendent :

- unitaires
- définitifs ;
- fermes ;
- hors taxes et toutes taxes comprises ;
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement de l'offre ;
- établis en euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, la fourniture des équipements et accessoires nécessaires à leurs utilisations, la fourniture des différentes documentations associées, la formation du personnel, les frais afférents au déplacement des intervenants, l'installation et la mise en service des matériels et des accessoires associés.

La rémunération du titulaire couvre tout ce qui concourt à la réalisation des prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières n°02-2025 du 18/03/2025.

5-DUREE ET MONTANT DU MARCHÉ :

Le marché prend effet le jour de sa notification (l'accusé de réception de l'envoi du marché via la PLACE ou tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine sa réception) se termine au transfert de propriété.

Lot n°1 : Soudeuse HF 8 KW pour atelier ARD	Montant estimatif 95 000 € HT
Lot n°2 : Soudeuse HF 2.5 KW pour atelier ARE	Montant estimatif 35 000 € HT

6-ENGAGEMENT ET DECLARATION DU TITULAIRE :

Après avoir pris connaissance du présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement n°02/2025 du 18/03/2025 et des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article R2343-3 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité, je m'engage, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter la prestation demandée aux prix et délais indiqués ci-avant.

Le titulaire déclare sur l'honneur :

- S'acquitter de ses obligations au regard de l'article L. 8221-3 du code du travail réprimant le travail clandestin notamment que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.3243-2 du code du travail.

Le titulaire s'engage à fournir, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas six (6) mois, les documents prévus aux articles :

- D 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr>

A défaut du dépôt de ces documents, l'acheteur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des travaux à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le dépôt des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par l'acheteur et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

7-EXECUTION DU MARCHÉ :

7.1 Lieu d'exécution :

La livraison des matériels sera effectuée pour chacun des lots du marché à l'adresse suivante :

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE D'AMBERIEU
BASE AERIENNE AIR 278
Sous-direction technique
Division Sécurité Sauvetage Survie
01508 AMBERIEU EN BUGÉY Cedex

Aux horaires suivants : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 et le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 14h30. Aucune intervention ne pourra être réalisée lors de la fermeture du site de la Base aérienne Air 278 (fermeture programmée, exercice, ...).

7.2 Modalités d'exécution :

Le marché sera exécuté conformément aux exigences du cahier des clauses techniques particulières n°02-2025 du 18/03/2025.

7.3 Responsabilité du titulaire :

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter les prestations conformément à la réglementation en vigueur. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisi et donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre.

7.4 Obligation de résultat :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières n°02-2025 du 18/03/2025.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans augmentation du montant initial, d'une prestation conforme.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou équivalent et lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et en apporter la preuve.

7.5 Garantie:

Selon les dispositions prévues à l'article 33.3 du CCAG/FCS, le délai dont le titulaire dispose en cas de défectuosité au titre de la garantie pour effectuer une mise au point ou une réparation ne doit pas excéder 15 jours ouvrés à compter de la date de réception de la déclaration de panne (Courriel émis par l'établissement).

7.6 Assurances et sécurité :

Dans le cas de prestations dans le domaine aéronautique :

- Le titulaire devra apporter l'assurance que son personnel a été sensibilisé à :
 - o sa contribution à la sécurité du produit,
 - o sa contribution à la conformité du service fourni,
 - o l'importance d'un comportement éthique,
 - o la prévention de l'utilisation de pièces contrefaites.

Les dispositions des articles 5.3 et 9 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché.

Le titulaire du marché devra justifier pendant toute la durée du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'ensemble du personnel exécutant la prestation, des tiers, des usagers, de la personne publique et de ses agents en cas d'accident ou de dommage causés par la conduite des prestations, les modalités de leur exécution ou la tenue et le comportement de ses agents.

Le titulaire est tenu, à la demande de la personne publique, de justifier qu'il a souscrit une police d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

8-OPERATIONS DE VERIFICATION - DECISION DE RECEPTION ET D'ADMISSION DE LA PRESTATION ET OU DE LA FOURNITURE :

8.1 Autorité chargée des opérations de vérification :

L'autorité chargée des opérations de vérification est, par dérogation aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG/FCS, le chef du département qualité (ou son représentant) appelé aussi « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures ».

Au titre du présent marché, le représentant de l'autorité responsable de l'assurance qualité de la fourniture (AQF) est le chef de la division 3S de l'AIA.AB ou son représentant.

8.2 La nature des opérations de vérification :

Les opérations de vérification porteront sur le respect des engagements du titulaire du marché conformément à l'ensemble du CCTP 02-2025 du 18/03/2025 et par application de l'article 27.1 du CCAG/FCS.

8.3 Délais pour effectuer les opérations de vérification :

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, le temps imparti à l'AIA.AB pour effectuer les opérations de vérification est de trente (30) jours calendaires à l'issue de la livraison de chaque matériel.

8.4 Décision d'admission :

À l'issue des vérifications prévues à l'article 29 du CCAG/FCS le chef de la division 3S de l'AIA.AB ou son représentant prononce l'admission éventuellement assortie de réserves ou d'une réfaction, l'ajournement ou le rejet des prestations conformément à l'article 30 du CCAG/FCS.

À l'expiration du délai de trente (30) jours pour effectuer les opérations de vérification, la prestation et/ou la fourniture est réputée conforme au besoin.

8.5 Transfert de propriété :

Conformément à l'article 31 du CCAG/FCS, le chef de la division 3S de l'AIA.AB ou son représentant prononce la réception des prestations si elles répondent aux stipulations du marché, cette réception entraîne le transfert de propriété.

9-PENALITES POUR RETARD :

Si les délais de livraison inscrits à l'article 4 du présent document sont dépassés, les pénalités pour retard seront conformément à l'article 14.1 du CCAG/FCS par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle:

- P = le montant de la pénalité;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;
- R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités encourues par le titulaire sont préalablement précomptées par l'Acheteur sur le paiement des factures présentées ou sur les sommes restant dues au titulaire, ou à défaut, font l'objet de l'émission d'un titre de perception.

Le décompte des pénalités précomptées est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'Acheteur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte.

A défaut de réponse du titulaire dans le délai d'un mois, ce dernier est réputé avoir accepté les pénalités qui deviendront de fait définitives à ce stade.

Dans le cas où l'Acheteur considère que les observations formulées par le titulaire permettent de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, le titulaire sera remboursé du montant de pénalités exonéré par l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

10-TRAITEMENT D'UNE NON-CONFORMITE :

Dans le cas d'une fourniture et/ou d'une prestation non-conforme ne permettant pas son admission en l'état par la personne publique, le titulaire du marché est informé du motif du rejet de sa fourniture et/ou de sa prestation et est invité à présenter ses observations.

Les délais de livraison courent à compter de la date de notification de la décision de rejet émise par la personne publique. Par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS, cette dernière mentionnera les nouvelles modalités de livraison.

11-CONDITIONS DE PAIEMENT :

11.1 Avance : (article R2391-1 à R2391-7 du code de la commande publique)

Conformément à l'article R2391-1 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire. Elle est calculée sur la base du montant du marché.

Le titulaire pourra bénéficier d'une avance de 10% (30% dans le cas d'une PME) du montant initial du marché si celui-ci est supérieur à 250 000 € HT (50 000€ HT dans le cas d'une PME) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à trois mois (deux mois dans le cas d'une PME).

Le titulaire peut refuser le paiement de l'avance.

☐ J'accepte le bénéfice de l'avance.

☐ Je renonce au bénéfice de l'avance.

11.2 Application de la TVA :

Dans le cas d'un titulaire Français, les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20% à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement pour l'ensemble des postes.

Le montant des acomptes n'inclut pas le montant de la TVA et est indiqué hors taxes (HT).

Le titulaire précisera sur ses demandes d'acomptes et de solde(s) le montant de TVA dû. Le montant de TVA calculé sur la base des versements HT sera payé avec les acomptes et solde(s).

Dans le cas de fournitures provenant de l'étranger, le contrat est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par le service gestionnaire ;

- auprès de la direction générale des finances publiques (DGFIP) si les fournitures proviennent d'un état membre de l'union européenne,

- auprès du bureau des douanes concerné si les fournitures proviennent d'un état non membre de l'union européenne.

Les formalités douanières sont assurées par DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA - 16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or - 94117 – ARCUEIL. Ce service est le consignataire identifié dans les documents d'accompagnement. Le titulaire informera DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA des modalités et de la date de livraison des fournitures facturées hors taxes.

Le taux de droits de douane à appliquer sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

L'incoterm applicable est le DDP.

11.3 Délai global de paiement :

Le délai global de paiement des factures est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'admission de la prestation lorsque celle-ci est postérieure à celle de réception de la facture.

Pour la révision de prix, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le service liquidateur de la facture de révision de prix, si cette facture est réceptionnée après la facture du principal.

Dans le cas contraire, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture du principal, dans les conditions mentionnées ci-avant. Si le service liquidateur procède à un règlement provisoire sur la base des derniers indices connus, il dispose de trois mois à compter de la date de publication des indices pour effectuer le paiement sur la base finale des indices. Si le paiement n'est pas intervenu dans ce délai, des intérêts moratoires commencent à courir à l'expiration du délai de trois mois.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par la personne publique, si elle constate que la demande ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues au marché.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente (30) jours, ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension, si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

11.4 Envoi des factures :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, les factures transmises par les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat devront être dématérialisées sur le portail Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>

Afin d'assurer la bonne intégration des factures sur Chorus Pro, celles-ci doivent impérativement comporter :

- le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044
- l'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique « CHORUS » : D2035Z3083
- le numéro d'engagement juridique (EJ) généré par l'application informatique « CHORUS »

La totalité de ces données apparaissent sur le bon de commande lors de la notification.

Le répertoire INSEE-SIRENE est le site de référence à interroger pour connaître la catégorie de l'entreprise. Le site affichant la liste officielle des entreprises qui doivent émettre leurs factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est le suivant : <https://insee.fr/fr/information/1730869>

De plus, une banque documentaire est mise à disposition par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE) sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

L'ensemble du service proposé est gratuit.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une assistance téléphonique est proposée et mise à disposition via la hotline chorus (04.77.78.39.57).

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif et duplicatif).

La facture doit comprendre :

- la raison sociale du titulaire ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la domiciliation des paiements ;
- le numéro du bordereau de livraison ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande ;
- la référence des services facturés conformément au marché ;
- la quantité des prestations exécutées.

Les factures de demande de paiement de solde devront en outre faire apparaître le montant des acomptes déjà versés et le restant dû à payer.

Toutefois si aucune décision d'admission n'est notifiée au titulaire dans le délai de vérification prévu au paragraphe 8.4 du présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement, plus deux (2) jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision d'admission.

Pour toute question ou tout problème de facturation, veuillez contacter le Bureau Comptabilité Finances Mission au 04.74.34.38.60 poste 23948.

11.5 Intérêts moratoires :

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptations de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (décret 2013-269 du 29 mars 2013).

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité pour frais de recouvrement sont payés dans le délai de quarante cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

11.6 Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire :

Le service liquidateur, chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

La Sous-Direction de l'Exécution de la Dépense et de la Comptabilité (SDEC)
Service Exécution de la Dépense
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS-PIERREFEU
Boîte Postale 80
83390 CUERS

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est :

Monsieur le Directeur
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS-PIERREFEU
Sous-Direction de l'Exécution de la Dépense et de la Comptabilité
Service Exécution de la Dépense
Boîte Postale 80
83390 CUERS

Cette autorité est également chargée de fournir au titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R2191-60 appelé par l'article R2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R2191-46 dudit code. (état sommaire des fournitures effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus).

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

L'agent comptable des services industriels de l'armement
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND

12-RESILIATION :

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché.

De plus, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2343-3 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité, ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D-8222-5 du code du travail conformément à l'article R2343-8 dudit code, le délégataire de l'acheteur pourra résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable.

13-TRIBUNAUX COMPETENTS :

Le présent contrat est soumis au droit administratif français, et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

En cas de procédure contentieuse relative au contrat, la contestation sera portée devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe l'atelier industriel de l'aéronautique concerné par le présent marché, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification de la décision litigieuse.

Pour les éventuels litiges nés lors de l'exécution du contrat, une demande de règlement amiable pourra être présentée par les parties dans les conditions prévues aux articles R.2397-1 du code de la commande publique et de l'article 46 du CCAG/FCS applicable au présent contrat.

14-SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE :

Dans le cadre du suivi contractuel de ses marchés, l'AIA.AB a mis en place au sein de son organisation une cellule de suivi d'exécution des contrats. Cette cellule a notamment pour mission de s'assurer du bon déroulement contractuel des marchés.

Hormis pour l'exécution technique de ce marché, cette cellule est le point d'accueil de toute demande, émanant du titulaire, relative à la vie du contrat.

Les coordonnées de ce contact sont les suivantes :

Téléphone : 04 27 50 47 16 ou 19

Courriel : aia-amberieu-csem.contact.fct@intradef.gouv.fr

15. DEMARCHES D'INCITATION AUX ACHATS RESPONSABLES :

15.1 - Démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »

Le ministère des armées a obtenu le label «relations fournisseurs et achats responsables», (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables — Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label «relations fournisseurs et achats responsables» (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) vous accompagne dans cette démarche — pour toute information : Site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

15.2 - Soutien à l'activité réserve et à la garde nationale

« Le ministère des armées souhaite favoriser et valoriser la garde nationale, créée le 13 octobre 2016, qui est un nouveau modèle de sécurité citoyenne adossé à la base des réserves opérationnelles de premier niveau des armées et des formations rattachées relevant du ministère des armées, les réserves opérationnelles de premier niveau de la gendarmerie nationale et la réserve civile de la police nationale, relevant du ministère de l'intérieur.

A ce titre, outre les dispositions légales qui obligent les employeurs civils à libérer leurs collaborateurs-réservistes 5 jours par année civile dans le cadre de leur activité de réserve, le titulaire est invité à mettre en œuvre des dispositions favorables à la disponibilité et à la réactivité de leurs collaborateurs-réservistes. Ils peuvent à cet effet signer une convention de soutien à la politique de la réserve militaire avec le ministère des armées.

Ces conventions ont comme objectifs de faciliter la disponibilité et la réactivité des salariés de l'entreprise titulaire d'un engagement à servir dans la réserve (ESR), maintenir, tout ou en partie, les conditions de rémunération des salariés-réservistes pendant leurs activités militaires, resserrer les liens entre l'entreprise et les forces armées par l'intermédiaire de ces réservistes et du référent- défense désigné dans l'entreprise, l'interlocuteur direct du secrétariat général de la garde nationale et mettre en place le socle d'un partenariat durable entre la Défense et l'entreprise permettant le développement de diverses formes de coopération.

L'entreprise signataire d'une convention peut en contrepartie bénéficier de certains avantages : (liste non exhaustive)

- Assimilation de certaines périodes de réserve à la formation professionnelle continue et la récupération des coûts salariaux correspondants,
- Inscription à des formations et des stages proposés par le ministère des armées,
- Intégration des valeurs portées par la réserve au sein de la responsabilité sociétale (RSE),
- Attribution de la qualité « de partenaire de la Défense nationale »,
- Accès à l'information relative à la Défense et à la sécurité nationales,
- Connexion au réseau des entreprises partenaires de la Défense,
- Accès au prix de la réserve militaire, prix remis chaque année par le ministère des armées ou son représentant afin de récompenser une entreprise qui a particulièrement œuvré pour la réserve militaire durant l'année écoulée,
- Bénéfice du savoir-faire et du savoir-être que les collaborateurs-réservistes développent : gestion du stress, dépassement de soi, engagement, adaptabilité, disponibilité, loyauté, management, esprit d'équipe, souci du reporting, éthique et compliance, expertises techniques...,
- Epanouissement et équilibre des collaborateurs-réservistes par la reconnaissance de leur engagement civique.

Le secrétariat général de la garde nationale vous accompagne dans cette démarche

- pour toute information : contact@garde-nationale.gouv.fr , et les sites internet :

<https://www.reservistes.defense.gouv.fr> et <https://www.defense.gouv.fr/reserve> . »

15.3 - Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accord-cadres

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

15.4 – Médiation

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le service acheteur est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande - Point de contact : ulha-aia.ab@laposte.net.

A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME - Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr

Hors cette médiation interne au ministère des armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent.

Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

16 DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALE

L'article 8.1 « Autorité chargée des opérations de vérification » du présent document déroge à l'article 28.1 « Déroulement des opérations de vérification » du CCAG/FCS.

L'article 8.3 « Délais pour effectuer les opérations de vérification » du présent document déroge à l'article 28.2 « Déroulement des opérations de vérification » du CCAG/FCS.

L'article 9 « Pénalités pour retard » du présent document déroge à l'article 14.1 « Pénalités pour retard » du CCAG/FCS.

L'article 10 « Traitement d'une non-conformité » du présent document déroge à l'article 30 « Admission, ajournement, réfaction et rejet » du CCAG FCS.

17 SIGNATURE DES PARTIES :

PME/PMI :

☐ OUI ☐ NON

LE TITULAIRE :

Qualité :

Nom, Prénom :

A....., le.....

Signature et cachet de la société

PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

LA PERSONNE PUBLIQUE :

L'offre du titulaire relative à l'acquisition de moyens de production « Soudeuses HF » au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey (AIA AB) est accepté :

- ☐ en ce qui concerne la totalité des lots.
☐ en ce qui concerne le lot ou les lots ci-après seulement :
(indiquer le lot ou les lots pour lequel (lesquels) le candidat est retenu)

☐ Montant HT du lot n°1 :

☐ Montant HT du lot n°2 :

Le montant pour le(s) lot(s) n°.....; est arrêté à la somme de (en chiffres et en lettres) :

HT :.....
.....

TTC:.....
.....

Fait à : AMBERIEU EN BUGY le

Autorité habilitée à signer le contrat

Ce CCAP valant AE comporte 17 pages et :

- ☐ Aucune annexe
☐ Autres, préciser :

NOTIFICATION DU MARCHÉ :

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signe la formule ci-dessous : « *Reçu à titre de notification une copie du présent marché* » :

A, le

En cas d'envoi via LA PLACE, ou par courriel:

Joindre la preuve de réception.